

St Etienne du Grès, le 01 Mars 2016

N/Réf : DQE/CO/La Ferté/16/ASc

Objet : Demande d'informations sur dossiers ICPE et loi sur l'eau

Madame, Monsieur,

La société NGE a déposé ce jour-même, mardi 1^{er} Mars 2016, un formulaire cerfa de demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une étude d'impact. Cette étape préliminaire est réalisée dans le cadre d'une demande de défrichement, elle-même préalable à un projet de plateforme de valorisation des matériaux inertes issus des chantiers de travaux publics.

Nous avons aussi identifié d'éventuelles déclarations à réaliser dans le cadre du projet complet et au titre des nomenclatures ICPE et loi sur l'eau. Nous aimerions néanmoins avoir votre validation quant aux dossiers à réaliser afin d'être conforme à nos obligations.

Nomenclature ICPE :

- 2515-1. c) : Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2.
La puissance installée des installations, étant supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW -> DECLARATION.
- 2517. 3 : Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : supérieure à 5 000 m² mais inférieure ou égale à 10 000 m² -> DECLARATION.

La mise en place d'un concasseur mobile de puissance approximative 160 kW et la création de stocks provisoires de matériaux inertes à traiter ou traités relèvent-elles bien de ces rubriques ICPE ?

Nomenclature loi sur l'eau :

- Rubrique 3.2.2.0. -2° : Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : surface soustraite supérieure ou égale à 400 m² et inférieure à 10 000 m² -> DECLARATION.
- Rubrique 3.3.1.0 -2° : Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais en zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant supérieure à 0.1 ha mais inférieure à 1 ha -> DECLARATION.

L'activité de stockage temporaire de matériaux inertes relève-t-elle de la nomenclature loi sur l'eau et dans ce cas, comment savoir si nous sommes dans le lit majeur du Cosson ou dans une zone humide ? Aussi, faut-il prévoir des inventaires terrain par un bureau d'étude spécialisé ?

Souhaitant établir dès le début les bonnes démarches réglementaires d'autorisation pour ce projet de valorisation de matériaux inertes, nous vous remercions pour les précisions que vous apporterez à notre dossier.

Dans l'attente, nous vous prions, Madame, Monsieur, d'agréer nos salutations distinguées.



Anne SCHER

Responsable Environnement